

En 2025, la jurisprudence française et européenne en matière de conformité réglementaire, tout comme la montée en puissance des sanctions prononcées par l'AMF, l'ACPR et la DGCCRF, continuent d'impacter en profondeur les entreprises. Les évolutions réglementaires renforcent le risque de responsabilité pesant sur ces dernières et leurs dirigeants.

RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES ET DES DIRIGEANTS

Jurisprudence 2025 en conformité réglementaire



FRÉDÉRIQUE BANNES PHILIP,
avocate au barreau de Paris,
cabinet FB conseil

Le panorama de la jurisprudence 2025 en conformité réglementaire établi par le cabinet FB conseil offre une lecture claire des tendances émergentes, essentielles pour anticiper les évolutions pratiques du contentieux du secteur.

ENQUÊTE INTERNE

La cour d'appel de Versailles a jugé qu'une enquête interne menée à la suite d'accusations de harcèlement moral, ayant conduit au licenciement pour faute grave d'une salariée, est régulière dès lors qu'elle respecte les principes de liberté et de loyauté de la preuve, sans être soumise au principe du contradictoire, applicable uniquement à la phase judiciaire. En conséquence, l'employeur était fondé à prononcer le licenciement, le délai de prescription courant à compter des résultats de l'enquête interne (CA Versailles, ch. soc. 4-6, 22 mai 2025, n°23/00193). Par ailleurs, la cour administrative d'appel de Douai a précisé que les salariés entendus dans le cadre d'une enquête interne, après avoir été informés des conditions d'intervention du cabinet d'avocats missionné, ne peuvent invoquer le secret professionnel de l'avocat, celui-ci ne s'imposant qu'à l'égard de son client entreprise (CAA Douai, 3^e ch., 5 mars 2025, n°23DA02365).

Dans une décision-cadre (n°2025-019, 19 févr. 2025), la défenseure des droits, saisie « *de nombreuses réclamations faisant état de difficultés relatives aux enquêtes internes menées par les employeurs publics et privés en matière de discrimination* », a jugé nécessaire d'émettre des recommandations concernant la conduite de ces enquêtes.

Par cette décision, l'institution entend accompagner les employeurs dans le traitement des signalements de discrimination et, en particulier, dans la mise en œuvre des enquêtes internes, afin de renforcer la prévention et la lutte contre toutes les formes de discrimination au travail.

La décision propose également une synthèse du droit applicable en rappelant les principaux apports de la jurisprudence de la Cour de cassation, des accords nationaux et des textes législatifs en vigueur.

LUTTE ANTIBLANCHIMENT DE CAPITAUX ET FINANCEMENT DU TERRORISME

La Cour de cassation a jugé que l'activité du juriste consistant à mettre en œuvre les exigences de conformité, notamment en matière de lutte contre le blanchiment, lutte contre la corruption et protection des données (RGPD), relève du traitement des questions juridiques liées à l'activité de l'entreprise et peut ainsi constituer un service juridique spécialisé (Cass. 1^{re} civ., 19 mars 2025, n°23-19.915, publié au *Bulletin*). Par ailleurs, le tribunal judiciaire de Saint-Denis de La Réunion a rappelé qu'en vertu de son devoir général de vigilance, la banque, soumise à une obligation de non-immixtion, ne saurait questionner les opérations de paiement régulièrement effectuées par celui-ci, quel que soit le montant de ces opérations et leur opportunité, ni alerter son client sur les opérations qui lui apparaîtraient inhabituelles (TJ Saint-Denis de la Réunion, 1^{re} ch., 25 févr. 2025, n°23/00507). La chambre criminelle a, quant à elle, annulé une décision refusant la restitution de fonds dans une affaire de blanchiment de fraude fiscale et d'abus de biens sociaux (Cass. crim., 18 déc. 2024, n°23-85.038). En matière de régulation, la CJUE a jugé que les États et autorités de contrôle peuvent infliger des sanctions distinctes par catégorie de manquements constatés lors d'un même contrôle, dès lors que les amendes cumulées restent proportionnées (CJUE, 6^e ch., 19 juin 2025, C-671/23). Concernant les personnes politiquement exposées (PEP), la CJUE a précisé qu'une personne ne peut être qualifiée de proche

d'une PEP du seul fait qu'elles siègent ensemble dans l'organe exécutif d'une même association, bien que cette circonstance puisse être prise en compte dans l'évaluation des risques (CJUE, 6^e ch., 19 juin 2025, C-509/23). La même affaire a précisé que, dans le cadre des échanges intragroupes, une entité obligée ne peut se contenter d'appliquer la décision de vigilance d'une autre entité du groupe sans procéder à sa propre évaluation des risques et mesures à mettre en œuvre. En outre, dans une demande préjudicielle introduite par une banque autrichienne, la CJUE a estimé que les dispositions de la directive (UE) 2015/849 sur la lutte contre le blanchiment n'interdisent pas à un État membre d'exiger que la responsabilité d'une personne morale soit fondée sur la reconnaissance préalable d'une faute d'un représentant légal ou d'une autre personne physique agissant pour son compte (CJUE, C-291/24).

À la suite d'une enquête de la DGCCRF, la Commission nationale des sanctions (CNS) a infligé 240 000 € d'amendes à un opérateur du luxe actif dans la bijouterie, l'orfèvrerie et la joaillerie. Dans sa décision du 10 juin 2025, la CNS a prononcé à l'encontre de la société et de ses dirigeants une interdiction d'exercer de douze mois avec sursis, des sanctions financières totalisant 240 000 €, un blâme adressé au directeur financier ainsi que la publication anonyme des sanctions dans deux journaux nationaux et un journal spécialisé. L'enquête du Service national des enquêtes (SNE), confirmée par la CNS, a révélé des défaillances dans l'identification et l'évaluation des risques de blanchiment, des lacunes dans l'identification et la mise à jour des informations clients, l'absence de vigilance appropriée envers la clientèle étrangère ou politiquement exposée, l'absence de vigilance renforcée lors de paiements en espèces très élevés (jusqu'à 300 000 €), l'absence de dispositif de gel des avoirs. Cette décision illustre la détermination de la DGCCRF à renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux et à répondre aux exigences des pouvoirs publics en la matière.

SANCTIONS INTERNATIONALES

L'affaire RTI Ltd v. MUR Shipping BV ([2024] 1 Lloyd's Rep 621) illustre l'impact des sanctions internationales sur les contrats de transport maritime. Dans ce litige concernant le transport de bauxite de Guinée vers l'Ukraine, le contrat prévoyait un règlement en dollars américains. À la suite des sanctions OFAC visant l'affrètement RTI en 2018, l'armateur néerlandais MUR avait invoqué la force majeure pour mettre fin au contrat. La Cour suprême du Royaume-Uni a confirmé cette position, estimant que les « efforts raisonnables » exigés pour surmonter un cas de force majeure n'incluent pas l'obligation d'accepter un mode de paiement différent de celui stipulé contractuellement, en l'occurrence le paiement en euros proposé par RTI.

DEVOIR DE VIGILANCE

La cour d'appel de Paris a confirmé le jugement de première instance imposant à La Poste, sur le fondement de la loi n°2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre, de revoir sa cartographie des risques, d'adapter ses procédures d'évaluation des sous-traitants, d'établir un mécanisme d'alerte concerté avec les instances représentatives du personnel et de publier son dispositif de suivi des mesures de vigilance (CA Paris, pôle 5, ch. 12, 17 juin 2025, n°24/05193). Le devoir de vigilance, codifié à l'article L.225-102-1 du Code de commerce, impose aux entreprises concernées d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de vigilance comprenant des mesures raisonnables

destinées à identifier les risques et prévenir les atteintes graves aux droits humains, aux libertés fondamentales, à la santé, à la sécurité et à l'environnement résultant de leurs activités, de celles de leurs filiales ou de leurs partenaires commerciaux. Dans le même esprit, le tribunal judiciaire de Paris a condamné la société TotalEnergies, sous astreinte et avec exécution provisoire, à communiquer des documents relatifs à son plan de vigilance dans le cadre d'un litige fondé sur la même loi (ordonnance de mise en état, TJ Paris, 34^e ch., 18 sept. 2025, RG n°23/09018).

Le devoir de vigilance, codifié à l'article L.225-102-1 du Code de commerce, impose aux entreprises concernées d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de vigilance comprenant des mesures raisonnables destinées à **identifier les risques et prévenir** les atteintes graves aux droits humains, aux libertés fondamentales, à la santé, à la sécurité et à l'environnement résultant de leurs activités.

FRAUDE

La cour d'appel de Versailles a statué sur l'affaire opposant un client à la banque Boursorama, à la suite d'une fraude par *spoofing* – technique consistant à usurper par téléphone l'identité d'un prestataire de services de paiement. La cour a confirmé que les virements litigieux à l'étranger avaient été autorisés par cette cliente et correctement exécutés, de sorte que la banque n'était pas tenue de vérifier l'identité des bénéficiaires (CA Versailles, ch. com. 3-2, 4 mars 2025, n°23/07601). La décision rappelle qu'en vertu de l'article L.133-19, IV du Code monétaire et financier, le payeur supporte les pertes résultant d'opérations de paiement non autorisées lorsqu'elles découlent d'un agissement frauduleux de sa part ou d'un manquement intentionnel ou d'une négligence grave à son obligation de préserver la sécurité de ses données de paiement et d'informer sans délai son prestataire de toute anomalie, toute perte vol ou détournement de ses moyens de paiement ou de ses données. À l'inverse, le tribunal judiciaire de Paris a reconnu qu'un client, victime d'un *spoofing* l'ayant conduit à s'authentifier en croyant sécuriser son compte, n'a pas consenti aux paiements ultérieurement effectués. Ceux-ci ne peuvent donc être considérés comme autorisés au sens de l'article L.133-6 du CMF, rendant applicable l'analyse de la responsabilité du prestataire bancaire sur le fondement des articles L.133-18 et suivants (TJ Paris, 7 nov. 2025, 24/05890).

SANCTIONS DE L'AMF ET DE L'ACPR

En 2025, la Commission des sanctions de l'AMF a prononcé dix sanctions à l'encontre de sociétés et de leurs dirigeants. Les entités concernées ont été condamnées à des sanctions pécuniaires comprises entre 590 000 € et 2,5 M€, non assurables en droit français. Leurs dirigeants ont, quant à eux, été frappés d'interdictions d'exercer leurs activités professionnelles, à titre définitif ou pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans.

Les contrôles menés par l'AMF ont mis en lumière de nombreuses défaillances organisationnelles et procédurales, notamment en ma- ➤

» tière de traitement des réclamations, de gestion des conflits d'intérêts, de lutte contre le blanchiment de capitaux, ainsi que d'information des clients. Les sociétés ne disposaient pas des procédures ni des outils nécessaires pour garantir l'efficacité et la conformité de leurs activités. À titre d'exemple, certaines n'avaient pas procédé à la collecte systématique des justificatifs d'origine des fonds et des pièces d'identité et de domicile des clients, en violation des articles L.561-4-1, L.561-5-1, L. 561-32 et 321-146 et 321-147 du règlement général de l'AMF. S'agissant des obligations réglementaires applicables aux conseillers en investissements financiers (CIF), les contrôles ont révélé des dossiers incomplets : documents d'entrée en relation, lettres de mission et questionnaires clients étaient absents ou non conformes, en méconnaissance des exigences du Code monétaire et financier et du règlement général de l'AMF.

À titre de comparaison, l'ACPR a prononcé trois sanctions en 2025 : l'une à l'encontre d'une institution de prévoyance pour défaut d'information des assurés, manquements en matière de déshérence et insuffisances dans les relations avec le superviseur (décision n°2023-03 du 7 janvier 2025 concernant la CARCO) ; les deux autres à l'encontre d'établissements de crédit pour des manquements significatifs relatifs à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, au gel des avoirs, à la déclaration de soupçons et au contrôle interne (décisions n°2024-02 du 19 juin 2025 visant la banque Delubac et Cie, et n°2024-01 du 7 novembre 2025 visant la Banque Chaabi du Maroc). À ce jour, la commission des sanctions de l'ACPR n'a jamais prononcé de sanctions à l'encontre de dirigeants personnes physiques.

Il est rappelé que ni une surcharge de travail, ni la cession d'un portefeuille de dossiers ne peuvent exonérer une société de sa responsabilité. Cette dernière demeure tenue de respecter ses obligations, notamment en matière d'archivage des justificatifs et documents de contrôle durant un délai de cinq ans à compter de la cessation de la relation commerciale.

La Cour de cassation a rappelé que, selon l'article L. 151-8, 3° du Code de commerce, le secret des affaires n'est pas opposable lorsque son obtention, son utilisation ou sa divulgation vise à **protéger un intérêt légitime reconnu par le droit national ou le droit de l'Union européenne**.

SECRÉT DES AFFAIRES

La Cour de cassation a rappelé que, selon l'article L.151-8, 3° du Code de commerce, le secret des affaires n'est pas opposable lorsque son obtention, son utilisation ou sa divulgation vise à protéger un intérêt légitime reconnu par le droit national ou le droit de l'Union européenne. Se fondant également sur l'article 6, § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), la Cour précise que le droit à la preuve peut justifier la production d'éléments, couverts par le secret des affaires, dès lors que cette production est indispensable à l'exercice des droits de la défense et que l'atteinte au secret est strictement proportionnée à l'objectif poursuivi. Ainsi, le droit à la preuve peut permettre l'obtention et la production d'une

preuve illicite obtenue et produite en méconnaissance du secret des affaires, principe déjà reconnu depuis 2012 (Cass. com., 5 févr. 2025, n°23-10.953).

PFAS – CONTENTIEUX ENVIRONNEMENTAL

Le tribunal de Vicence a condamné, le 26 juin 2025, onze anciens dirigeants de l'entreprise italienne Miteni à des peines de prison allant de deux à dix-sept ans ainsi qu'au versement de plus de 64 M€ d'indemnisations à la région de Vénétie et au ministère italien de l'Environnement, pour des faits qualifiés d'empoisonnement des eaux et de désastre environnemental liés à une pollution massive aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS). Cette décision emblématique en matière de responsabilité environnementale s'inscrit dans un contexte européen de vigilance accrue à l'égard des pollutions chimiques persistantes et fait écho à l'expertise judiciaire actuellement en cours à Lyon, engagée par la Métropole de Lyon, la régie Eau publique du Grand Lyon et le syndicat mixte d'eau potable Rhône-Sud contre les sociétés Arkema et Daikin pour des faits de contamination aux PFAS.

Par ailleurs, le Conseil d'État a clos le contentieux « Commune de Grande-Synthe », mettant fin à six années de procédure (CE, 24 oct. 2025, n°467982). Cette décision met en lumière les limites du contrôle exercé par le juge de l'exécution chargé de vérifier le respect d'une trajectoire, devenue obsolète, sur la base d'objectifs devenus caducs puisqu'en 2023 l'Union européenne s'est engagée à une baisse de 55 % des émissions sur la période 1990-2030 alors que la France visait 50 %. Cette décision ne saurait être interprétée comme un satisfecit pour les gouvernements successifs tenus, depuis la décision du 1^{er} juillet 2021, de prendre les mesures nécessaires au respect de la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

PROTECTION DES DONNÉES

La cour d'appel de Paris (CA Paris, 24 janv. 2025, n°21/10238) a confirmé le jugement du 6 mai 2021 ayant déclaré irrecevables les demandes de M. [I] [B] contre Google France, estimant que la désactivation de son compte en raison de la présence de fichiers pédopornographiques était justifiée et conforme aux obligations légales de Google en tant qu'hébergeur, tout en liquidant une astreinte de 12 000 € contre Google Ireland. Parallèlement, la CJUE a jugé que la collecte de la civilité des clients n'est pas objectivement indispensable lorsqu'elle vise uniquement à personnaliser la communication commerciale (CJUE, 9 janv. 2025, n° C-394/23, Mousse c/ SNCF). La Cour de cassation a confirmé que les courriels professionnels échangés par un salarié via sa messagerie constituent des données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD (Cass. soc., 18 juin 2025, n°23-19.022). La CJUE a précisé que la pseudonymisation, au sens de l'article 3, point 6, du règlement 2018/1725, est une mesure technique de réduction du risque d'identification, de sorte que les données « pseudonymisées » ne doivent pas être considérées comme des données à caractère personnel lorsqu'est empêchée leur réidentification par des tiers autres que le responsable de traitement (CJUE, aff. C-413/23).

Enfin, la commission des sanctions de la Cnil a prononcé plusieurs sanctions dont certaines en procédure simplifiée liées à la surveillance des salariés, pour absence de minimisation des données (cas d'une société de transport), défaut d'information des personnes, durée de conservation excessive, défaut de coopération, manquement à la sécurité et violation de données. ■